

Les conflits soudanais, ou l'échec d'un projet d'Etat-nation unitaire et laïc

Marc Lavergne

▶ **To cite this version:**

Marc Lavergne. Les conflits soudanais, ou l'échec d'un projet d'Etat-nation unitaire et laïc. B. Giblin. Les conflits dans le monde. Approche géopolitique, Armand Colin, pp.209-221, 2011, Collection U Géographie. halshs-00593367v2

HAL Id: halshs-00593367
https://shs.hal.science/halshs-00593367v2

Submitted on 13 Oct 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les conflits soudanais ou l'échec d'un projet d'Etat-nation unitaire et laïque à cheval sur le monde arabe et l'Afrique noire

Marc Lavergne

Géographe, directeur de recherche au CNRS

Directeur du CEDEJ Le Caire/Khartoum

Blog : marclavergne.unblog.fr

Le Soudan aura été, de son indépendance en 1956 à la proclamation officielle de la sécession du Sud le 9 juillet 2011, le plus grand Etat d'Afrique, avec 2,5 millions de km2. Les conflits qui l'ont déchiré depuis le départ du colonisateur britannique auront porté sur deux questions essentielles : la possibilité de construire un Etat qui fît place à tous ses citoyens, quelle que fût leur origine ethnique ou leur appartenance religieuse ; le modèle de développement économique et social qui eût rendu cette unité possible. La réponse à ces questions est aujourd'hui négative, à l'heure d'une paix chèrement acquise mais guère assurée. L'indépendance du Sud risque fort de se révéler n'être pas la panacée rêvée et il n'est pas exclu que les liens tissés depuis près de deux siècles entre Nord et Sud du Soudan, à moins qu'ils ne se perdent dans les profondeurs d'une histoire oubliée, fussent-ils fondés sur une domination brutale du Sud par le Nord, soient plus durables que prévu.

Le clivage n'est en effet pas tant Nord-Sud que centre-périphérie. Certes, le Soudan se décline en termes de climat et de végétation, du tropique du Cancer jusqu'à

proximité de l'Équateur : plus de 3200 km du nord au sud, en un gradient climatique et végétal que ne vient troubler aucune aspérité de relief. Cet espace de forme massive, qui atteint près de 2000 km de large de la mer Rouge aux confins du Tchad, est divisé en trois tiers : une bande septentrionale désertique, à laquelle succède au centre une zone soudano-sahélienne de steppe à acacias, puis au Sud la savane arborée et des franges de forêt tropicale. Il est traversé de façon méridienne par le système nilotique (Nil Blanc venu des Grands lacs et Nil Bleu descendu du massif éthiopien et leurs affluents).

La diversité des peuples et des cultures de cet immense espace est extrême : une centaine d'ethnies répertoriées, divisés en des milliers de clans et de tribus et plus de 500 langues et dialectes. Certes, l'islam est pratiqué par près de 70 % de la population, mais seule une minorité se réclame d'une ascendance et d'une culture arabes. C'est à cette élite, émanant des tribus établies le long de la vallée du Nil au nord de Khartoum, la capitale, qu'échoit le pouvoir à l'indépendance. L'insurrection des peuples du sud, nourrie par un ressentiment historique contre les descendants des trafiquants d'esclaves du XIXè siècle, éclate immédiatement.

La première guerre (1955-1972)

La rébellion est menée par de petits groupes disparates, faiblement armés, issus majoritairement de la province méridionale d'Equatoria. Cette région est tournée vers les foyers de développement encore sous tutelle britannique d'Afrique orientale, loin de l'influence de Khartoum et du Nord arabo-musulman. Ces groupes, qui se fédèrent sous le nom de mouvement « Anyanya » (venin de serpent), sont soutenus

par les Eglises protestantes et le Vatican, par Israël et par certaines puissances occidentales qui se défient du rapprochement entre Khartoum et le régime de Nasser au sein du mouvement des non-alignés. La guerre civile, dévastatrice et ruineuse, entraîne en 1969 un coup d'Etat militaire dirigé par le colonel Jaafar Nimeiri, prêt à faire les concessions nécessaires à la paix. Celle-ci est signée en juillet 1972 à Addis-Abeba, grâce à la médiation de l'empereur Hailé Sélassié et des Eglises.

Le Sud-Soudan, vaste territoire de 650 000 km2, obtient un statut de large autonomie, avec un Parlement et un gouvernement régionaux, dont le président est en même temps vice-président de l'ensemble du pays. Installées à Juba, la capitale, ces institutions ont compétence sur toutes les questions locales, ainsi que sur le développement économique. Le budget central est censé affecter les ressources qui permettront au Sud, dépourvu de toute infrastructure, de rattraper le niveau d'équipement du Nord. Entamée dans l'enthousiasme, cette expérience tournera vite court : le Nord ne remplit pas ses engagements et s'efforce de diviser pour régner, en jouant sur les dissensions entre les trois provinces du Sud : les deux provinces du Haut-Nil et du Bahr el-Ghazal, autour de la cuvette marécageuse du Haut-Nil, habitées par de grands peuples d'éleveurs transhumants de souche nilotique, en contact ancien avec le Nord, comme les Dinka, sont en butte à la méfiance des Equatoriens, pour la plupart paysans de la forêt, à proximité des frontières avec le Kenya, l'Ouganda, le Congo et la RDC.

A partir de 1977, le régime s'islamise et revient sur les concessions faites aux Sudistes : redivision du Sud en trois régions (Equatoria, Bahr el Ghazal et Haut-Nil), éviction des fonctionnaires dinka et surtout peut-être, refus de partager avec le Sud

la manne pétrolière à venir, pourtant située pour l'essentiel dans le sous-sol du Sud. Le projet de creusement du canal de Jonglei, destiné à assécher les marais du Haut-Nil, pour fournir un surcroît d'eau au nord et à l'Egypte et qui démarre en 1978, provoque aussi l'inquiétude des peuples d'éleveurs concernés.

La deuxième guerre (1983-2005)

La guerre reprend en mai 1983, avec la mutinerie de la garnison de Bor, sur le Nil Blanc. Elle est menée par un nouveau mouvement, le Mouvement de Libération des Peuples du Soudan (SPLM en anglais), dirigé par John Garang, ancien rebelle Anyanya devenu colonel de l'armée soudanaise et professeur d'économie agricole à l'Université de Khartoum. Cette fois, la rébellion ne revendique plus l'indépendance ni même l'autonomie du Sud-Soudan. Le manifeste fondateur affirme le caractère national du mouvement, qui lutte pour la reconnaissance des droits de tous les peuples marginalisés, pour la plupart périphériques, au sein d'un Etat unitaire et laïque. Il s'agit donc de mettre fin au monopole du pouvoir politique et économique détenu par une minorité issue de la vallée du Nil principal ; celle-ci s'incarne depuis le XIXè siècle dans deux confréries islamiques dirigées par deux grandes familles, la Khatmiya et la Mahdiya. L'appel du SPLM s'adresse donc à tous les Soudanais, mais d'abord aux peuples périphériques du Sud, de l'Ouest (Darfour), du Nord (Nubiens) et de l'Est (Béja), ainsi qu'à ceux de la zone de transition entre le Nord et le Sud : le district d'Abyei, les monts Nouba et le sud du Nil Bleu.

Années 80 : le SPLM, un mouvement « révolutionnaire » du Tiers-Monde

Le SPLM est soutenu par l'Ethiopie de Mengistu Hailé Mariam, le « Négus rouge », lui-même « client » de l'URSS et du bloc socialiste. Le SPLM engrange les succès militaires tandis que la guerre ruine le pays. Nimeiri devenu maréchal, est chassé par une insurrection populaire en avril 1985. Au Nord comme au Sud, Garang jouit d'une immense popularité. Mais le gouvernement militaire de transition refuse d'abolir les « lois islamiques » instaurées par Nimeiri en septembre 2003. Le mouvement islamiste, dirigé par le Dr Hassan el Tourabi, bien que compromis avec le régime précédent, obtient le maintien des Sudistes et de l'ensemble des non-Musulmans dans une situation d'infériorité juridique et, sous couvert de charia, instaure un contrôle policier sur l'ensemble de la population.

Le SPLM poursuit toutefois son avance et occupe la quasi-totalité du Sud face à une armée gouvernementale dépourvue de moyens et de directives. Seules les grandes villes et les voies de communication restent, de façon précaire, sous le contrôle de celle-ci.

30 juin 1989 : le coup d'Etat militaro-islamiste

Le régime parlementaire né des élections d'avril 1986 est divisé sur la conduite à tenir : finalement, il se résout à entamer des négociations de paix avec le SPLM prévues le 4 juillet 1989 à Addis-Abeba. Le Front National Islamique de Hassan el-Tourabi fomente alors un coup d'Etat militaire pour bloquer toute solution pacifique qui comporterait l'abrogation de la charia.

Le nouveau régime né du coup d'Etat du 30 juin 1989 choisit l'option militaire : l'armée est purgée de ses cadres, remplacés par de jeunes officiers islamistes, des commissaires politiques sont nommés dans toutes les unités pour galvaniser les troupes et promouvoir l'idéal du *jihad*, la guerre sainte contre les infidèles. L'armée est doublée de Forces de Défense Populaire, constituées de jeunes chômeurs raflés dans les rues des grandes villes, encadrés par des fanatiques, qui se livrent à des exactions massives à l'encontre de la population civile, doublées par les milices tribales à la solde de Khartoum : viols et exécutions de masse, vol de bétail, destruction des villages, et même restauration de l'esclavage…

Mai 1991 : la chute de Mengistu et l'éclatement du SPLM

La chute de Mengistu en 1991, à la suite de l'effondrement de l'URSS, contraint le SPLM à fuir son sanctuaire éthiopien. Le mouvement est très affaibli, et le leadership autocratique de John Garang mis en cause. Deux de ses principaux lieutenants, Riak Machar et Lam Akol, d'ethnie respectivement Nuer et Shillouk, font sécession et forment le SPLA-United ou groupe de Nasir dans le Haut Nil. Leur défection se solde par des massacres intertribaux qui font plus de 10 000 victimes dans leur région d'origine, où les clans dinka et nuer vivaient jusque là en bonne harmonie. Le SPLA-United prétend lutter pour l'indépendance du Sud-Soudan, à l'opposé de la doctrine unitaire de Garang. Mais dépourvus de soutien extérieur, il ne peut survivre qu'en acceptant l'aide de Khartoum, dont il devient rapidement un simple supplétif.

Garang tire les leçons de cette contestation en organisant en novembre 1994 une « Convention nationale » censée poser les fondements démocratiques de son

mouvement et lui donner une administration civile. Se rétablissant militairement avec l'aide de l'Ouganda et de l'Erythrée, il négocie en novembre 1994 avec Khartoum une Déclaration de principes qui doit fournir le socle d'un règlement pacifique du conflit : le droit à l'autodétermination du Sud y est reconnu pour la première fois, ainsi que la séparation de la religion et de l'Etat, donc l'abrogation de la *charia*. Mais les négociateurs de Khartoum sont désavoués à leur retour par les « durs » du régime. En juin 1995, le SPLM se rapproche de l'opposition nordiste au régime avec laquelle il signe la déclaration d'Asmara, qui confirme sa volonté de rester dans l'ensemble soudanais et lui accorde une place centrale dans une Alliance Nationale Démocratique. Celle-ci réunit onze formations politiques, syndicales et militaires évincées par le régime islamique et choisit l'option militaire pour faire tomber le régime. Les forces du SPLM aident à ouvrir des fronts à l'est du Soudan, entre le Nil Bleu et la mer Rouge, avec un soutien affiché de l'Erythrée, devenue indépendante depuis 1993.

Le Soudan islamiste de Tourabi, Etat paria

Khartoum, qui a soutenu l'Irak contre la coalition internationale et qui accueille Oussama ben Laden de 1991 à 1996, dans la cadre d'une politique active de promotion de la « révolution islamique mondiale » est isolé et mis au rang des Etats parias : en juin 1995, des agents de Khartoum tentent d'assassiner le président égyptien Hosni Moubarak en visite à Addis-Abeba ; en avril 1996 le Conseil de Sécurité de l'ONU décrète des sanctions contre le Soudan, accusé de soutenir le

terrorisme international et les Etats-Unis instaurent un embargo commercial en novembre 1997.

Le 20 août 1998, à la suite des attentats contre les ambassades américaines à Dar es Salam et à Nairobi qui braquent à nouveau les regards sur le Soudan, l'usine pharmaceutique Al-Shifa, soupçonnée de fabriquer des armes chimiques, est détruite par des missiles américains. Le bras de fer de l'administration Clinton avec le gouvernement soudanais trouve là son point culminant.

La guerre prend alors, au Sud, la forme de luttes entre seigneurs de la guerre dont les allégeances varient en fonction des intérêts financiers. Il en résulte une série de désastres humanitaires d'une ampleur sans précédent, provoqués par la soumission des agences de l'ONU aux interdictions du gouvernement soudanais et du SPLM de secourir les victimes.

L'aide humanitaire en procès

L'aide humanitaire a dès l'origine joué un rôle central dans le déroulement des opérations militaires. En 1989, en réponse au coup d'Etat de Hassan el Tourabi, l'Opération Lifeline Sudan (OLS) démarre sous l'égide de l'ONU pour coordonner et contrôler l'aide humanitaire au Sud-Soudan. L'OLS va rapidement devenir la plus importante opération humanitaire jamais déployée, réunissant sous sa coupe les agences de l'ONU et une quarantaine d'ONG. L'aide humanitaire aux civils du Sud apparaît dès l'abord comme un moyen de pression sur Khartoum par le soutien ainsi apporté au SPLM, délivré du souci de nourrir et soigner les civils. Les Etats-Unis se servent ainsi de cette opération pour une « guerre de basse intensité » contre le

régime islamiste de Khartoum : mais l'aide ne peut suffire au SPLM pour l'emporter sur l'armée gouvernementale, car les Etats-Unis doivent tenir compte du refus de l'Egypte et d'autres pays arabo-musulmans de voir le Sud-Soudan obtenir son droit à l'autodétermination ; mais elle épuise les finances de Khartoum et empêche le Soudan de réaliser ses ambitions de fédérer l'islamisme mondial.

1999 : l'ère pétrolière et la chute de Tourabi

En 1999, une nouvelle ère s'ouvre avec la mise en exploitation, en un temps record, des champs pétrolifères du Haut-Nil occidental, entre Bentiu et Heglig. Le Soudan devient rapidement un exportateur non-négligeable de pétrole (300 000 barils par jour en 2002, 450 000 en 2005).

L'exploitation pétrolière transforme les enjeux de la guerre :

- Il est impératif pour le gouvernement et les investisseurs étrangers de sécuriser les concessions et le tracé de l'oléoduc de 1500 km de long qui conduit des champs au terminal de Bashaïr, sur la mer Rouge ; la population de la région, pour l'essentiel des pasteurs nuer, est exterminée par une combinaison de moyens modernes (les hélicoptères blindés) et traditionnels (les milices tribales). Les compagnies étrangères, peu confiantes dans l'efficacité et la loyauté de l'armée, embauchent leur propres milices, encadrées par des mercenaires étrangers ; chaque chef local s'évertue à contrôler une zone stratégique, ou à s'ériger en protecteur d'une compagnie ou d'un champ pétrolifère. Au fil des mois, le SPLM perd du terrain, face à

l'armement neuf déployé par Khartoum et les milices recrutées grâce aux fonds du pétrole.

- Les ressources tirées du pétrole, de l'ordre d'un million de dollars par jour, sont affectées à l'achat d'armes plus sophistiquées et plus meurtrières (hélicoptères de fabrication russe, par exemple) ;
- l'intérêt stratégique du Soudan se traduit par une mansuétude nouvelle des pays occidentaux attirés par la manne pétrolière, tandis que l'engagement des compagnies nationales chinoise et malaysienne resserre les liens entre le Soudan et ces deux pays, dont l'un est une puissance mondiale, qui occupe un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU et l'autre est une NPI, un « petit dragon » musulman, qui allie la modernité technologique et financière occidentale avec une identité musulmane forte et agressive. D'autres engagements, comme ceux de Talisman (Canada), de Lundin (Suède) ou de OBW (Autriche) attirent l'attention des groupes de défense des droits de l'homme en Occident, ce qui contraint ces investisseurs à se défaire de leurs actifs ou à différer leurs opérations.

Sur la scène politique internationale, Khartoum regagne progressivement du terrain, après la mise à l'écart en 1999 de Hassan el-Tourabi ; en février 2001, celui-ci est finalement mis en résidence surveillée après que son mouvement, le Congrès National Populaire, a signé un accord de circonstance avec le SPLM, proposant de concéder l'abolition de la charia et le droit à l'autodétermination aux Sudistes.

2001 : L'administration Bush et la quête de la pax americana

L'attentat du 11 septembre 2001 sur New York vient rappeler les liens (passés ?) entre le régime de Khartoum et Al-Qaïda. Ce souvenir vient jeter un froid sur le rapprochement engagé entre les Etats-Unis et le Soudan ; les Américains exigent de pouvoir consulter tous les documents relatifs au terrorisme dont dispose Khartoum, et obtiennent même la livraison d'une vingtaine de terroristes. Mais ils se refusent encore à normaliser leurs relations avec Khartoum et à lever l'embargo commercial à l'égard de ce pays, en grande partie sous la pression du Congrès.

L'administration Bush exige des Soudanais une preuve de bonne volonté et de sincérité dans leur recherche de la paix. Une mission du sénateur John Danforth est envoyée à Khartoum et en revient avec 4 points qui doivent constituer autant de tests de l'engagement des belligérants de se conformer aux exigences américaines : l'interdiction de bombarder les civils ; la cessation du trafic d'esclaves ; un cessez-le-feu humanitaire de six mois renouvelables dans les monts Nouba ; l'ouverture de corridors et de fenêtres humanitaires au Sud.

Le gouvernement central et le SPLM n'ont d'autre choix que d'accepter ces exigences. Sous l'égide de l'IGAD, des négociations de paix sont dès lors ouvertes à Machakos, au Kenya. Un accord-cadre est signé le 20 juillet 2002, portant sur la cessation des hostilités et le partage du pouvoir et des richesses. Khartoum accepte la perspective d'un référendum d'autodétermination qui pourrait mener à l'indépendance du Sud. Cette concession majeure soulève de multiples questions et des inquiétudes au sein du régime et de ses supporters du nord ainsi que dans les pays arabes et musulmans. L'Egypte en particulier exprime ses craintes quant au contrôle des eaux du Nil.

La marche à l'indépendance du Sud

Il faudra encore deux ans et demi pour parvenir, le 9 janvier 2005, à la signature de l'accord de paix global (Comprehensive Peace Agreement) à Naivasha, au Kenya. Entre-temps, une autre guerre est déclenchée, en février 2003, au Darfour, par deux mouvements armés qui revendiquent la prise en compte de leurs propres revendications, sur le modèle des négociations en cours. La contre-insurrection menée par le régime soudanais, avec l'assentiment tacite des parrains occidentaux des négociations de Naivasha, sera d'une violence inouïe : plus de 300 000 morts, plus de 2, 5 millions de personnes déplacées sur 7 millions d'habitants.

Le Darfour, une quête de justice sacrifiée sur l'autel de la paix

Le Darfour est une région de 400 000 km2 de l'Ouest du Soudan, frontalière du Tchad, et jouxtant le Bahr el-Ghazal, qui appartient au Sud Soudan. L'isolement de cette province à plus de 1000 km de la capitale, sans guère de moyens d'accès et son histoire de royaume indépendant expliquent le fort sentiment d'identité qui lie entre eux ses habitants aujourd'hui déchirés. Fondé au XVIIè siècle à l'orée de la plus orientale des pistes caravanières qui traversent le Sahara, le *darb el-Arbaïn* qui relie l'Egypte et la Méditerranée orientale au bassin du lac Tchad et au golfe du Bénin, voire même, lorsque la voie du Nil est coupée, à l'Abyssinie, ce sultanat noir est peuplé de villageois, pratiquant pour la plupart des langues vernaculaires, et islamisés depuis le XVIIème siècle, entourés de pasteurs pour la plupart arabisés, ou

de souche arabe, qui nomadisent dans les plaines entourant le massif central. Le Darfour est en effet une région privilégiée grâce au château d'eau du jebel Marra qui culmine à plus de 3000 m d'altitude : le pays produit céréales, fruits, légumes et bétail en abondance.

L'occupation britannique en 1916, motivée par des considérations sécuritaires et géostratégiques (la 1ère guerre mondiale) n'a eu qu'une influence minimale, sur le mode de *l'indirect rule* : découpage administratif, affectation des territoires tribaux en fonction des allégeances des groupes en présence.

Croissance démographique, marginalisation économique et crise alimentaire

Mais la population augmente rapidement durant tout le XXè siècle, passant de 300 000 à 6 millions aujourd'hui, sans que les ressources agro-pastorales n'augmentent en proportion. Les investissements productifs sont réservés au Soudan nilotique et en particulier à la Gezira entre Nil Bleu et Nil Blanc. Aucun effort de développement rural n'est engagé : ni retenues d'eau sur le pourtour du jebel Marra, ni centres de vulgarisation pour améliorer les rendements, ni développement de l'irrigation à partir des fleuves ou des nappes. Ni l'autorité coloniale, ni les gouvernements qui lui succéderont ne doteront le Darfour de routes goudronnées, d'écoles, ou d'hôpitaux. Le seul effort notable est le prolongement de la voie ferrée d'El-Obeid à Nyala, en 1960. La sous-exploitation des terres du Darfour, imposée par la distance et les difficultés de communication, entraîne en effet au fur et à mesure que croît la population, un exode saisonnier en direction de la capitale et des grandes exploitations mécanisées des steppes de l'Est et des rives du Nil Bleu.

Le déséquilibre alimentaire engendré par l'absence de développement rural, l'indifférence du gouvernement central et la croissance démographique ont déclenché en 1984-85 une « famine » meurtrière. La compétition traditionnelle entre nomades pour l'accès aux puits et aux pâturages est exacerbée, puis, ne suffisant plus à réguler la survie des tribus nomades, évolue en une compétition entre nomades et sédentaires : ces derniers, plus nombreux, mieux pourvus, sont vulnérables face aux nomades mobiles et mieux armés, formés aux confrontations guerrières. Les nomades revendiquent un accès aux terres fertiles pour se sédentariser, et exigent une modification des droits fonciers fixés au temps de la colonisation britannique. Ils obtiennent le soutien de l'Etat central, inquiet face aux revendications des sédentaires d'un meilleur partage des richesses et d'accès au pouvoir politique au niveau local et central, soutenus par les jeunes ayant un accès à l'éducation dans les chefs-lieux de la province et à la capitale. Ces conflits locaux entraînent une désorganisation économique des campagnes, par l'interruption des marchés ruraux qui permettent les échanges vitaux entre nomades et sédentaires.

Les forces en présence et la contre-insurrection gouvernementale

Deux mouvements rebelles se forment : le premier, le Mouvement de Libération du Soudan, pluriethnique et laïque, opère sur le pourtour du jebel Marra, le second, le Mouvement pour la Justice et l'Egalité, à base islamiste et tribale (un clan marginal de l'ethnie zaghawa), implanté à la frontière tchado-soudanaise et dans les confins désertiques du Nord, nouent une alliance de circonstance en février 2003 et parviennent à s'emparer de postes de police, puis de localités isolées. Le

gouvernement est pris en défaut. L'armée nationale compte certes plus de 150 000 hommes, mais elle est pour l'essentiel cantonnée au Sud. Et elle n'est pas encline à s'engager dans une nouvelle guerre, après vingt ans de combats très éprouvants au Sud-Soudan. D'autant que le Darfour appartient au Nord, au *dar el-islam*, et que cette nouvelle guerre appelle à leurs yeux un règlement politique plutôt que la répression aveugle qui paraissait licite au Sud ou dans les monts Nouba. Les rebelles sont donc maîtres du terrain, très mobiles grâce à leurs « technicals » dont le mode d'emploi est emprunté aux rebelles tchadiens des années 80[1]. Le gouvernement a donc recours à l'articulation éprouvée de l'aviation (bombardiers Antonov et hélicoptères de combat) et de milices tribales opérant au sol. La cible de cette contre-insurrection qui se déclenche à partir de juin 2003 est prioritairement, la population civile. Le résultat sera dévastateur : les attaques surprise de villages menées par les *janjawid*[2] procèdent selon un plan d'ensemble élaboré par les services de sécurité militaire, qui gèrent ces mercenaires d'un genre particulier ; ils jouissent d'une grande liberté d'action, agissant en toute impunité et se livrent à des exactions inouïes à l'encontre des groupes censés soutenir les mouvements rebelles, et en particulier les trois grands peuples non-arabes : Four, Massalit et Zaghawa. Le but de ces crimes est de chasser les survivants de leurs villages et de les regrouper dans des camps en lisière des villes, sous le contrôle de l'Etat.

La contre-insurrection entraîne des déplacements massifs de la population en direction des villes et des camps installés à la hâte, ce qui répond aussi au souhait des autorités de placer la population supposée rebelle sous son contrôle et de récupérer

[1] 4x4 Toyota équipés de mitrailleuses et capables de déplacer des groupes de combattants à grande vitesse, pour des attaques ciblées, fondant à l'improviste sur des garnisons ou des convois, avant de disparaître dans la nature.

durablement le contrôle du « Darfour utile », celui des populations sédentaires (les Four et les nombreux autres peuples du Darfour central) qui s'inscrivent dans le triangle entre les trois capitales régionales (Nyala, El-Facher, El-Geneina) sur les plateaux périphériques du jebel Marra.

De juin à septembre 2003, les opérations visent à isoler les deux bastions de la rébellion, le jebel Marra d'un côté et le Nord de l'autre et à dégager l'axe stratégique El-Facher-El-Geneina ainsi que la frontière tchadienne d'où proviennent armes et combattants. A partir d'août 2003, les *janjawid* dévastent également les villages situés au sud de l'axe El-Geneina-Nyala ; d'octobre 2003 à mars 2004, les pays Massalit et Four, aux terroirs fertiles et densément peuplés, le premier autour d'El-Geneina, la capitale du Darfour occidental et le second sur les piémonts du jebel Marra, voient leurs villages méthodiquement pillés et anéantis. Après une nouvelle campagne de destruction au nord, à partir de décembre 2003, le général Omer el-Béchir, chef de l'Etat, décrète la fin des opérations militaires le 9 février 2004. Les Nations-Unies estiment alors à 1 million le nombre de personnes déplacées, et à 110 000 le nombre de réfugiés au Tchad.

A partir de mars-avril 2004, la répression embrase l'Est et le Sud du Darfour où une partie de la rébellion s'est repliée, le long de l'axe Nyala-El-Facher et le long de la route de Nyala à El-Daeïn vers le sud-est. D'avril à octobre 2004, la population déplacée passe à 1, 6 million et le nombre de réfugiés se stabilise à 200 000.

L'enlisement humanitaire

[2] milices recrutées pour l'essentiel dans les tribus chamelières des marges désertiques du nord, mues par l'appât du butin et l'espoir de se voir attribuer les terres fertiles et bien arrosées de leurs victimes sédentaires.

Mais dans un second temps, le gouvernement central, ayant atteint ses buts de guerre, se conforme aux demandes de la communauté internationale.

Deux accords de cessez-le-feu, signés l'un à Abéché le 3 septembre 2003, l'autre à Ndjamena le 8 avril 2004, permettent l'arrivée d'aide humanitaire et le déploiement à partir d'août 2004 des observateurs de l'Union Africaine chargés de surveiller l'application de l'accord de Ndjamena. C'est alors un déferlement d'aide et de personnels qui investissent les grandes villes et quelques points d'appui locaux. On comptera dès 2005 80 ONG qui emploient 14 000 agents étrangers et locaux. L'ONU et l'Union Africaine, paravents des implications américaine et européenne, poussent à l'ouverture de négociations entre le gouvernement soudanais et les deux groupes rebelles du Darfour, à Abuja, au Nigéria. Mais le texte ne prévoit pas de compensations suffisantes à leurs yeux pour les pertes en vies humaines et les dommages subis, n'affirme pas la responsabilité du régime de Khartoum dans ce désastre, et ne prévoit pas de garanties fiables de l'application de l'accord par le gouvernement en ce qui concerne le retour des déplacés dans leurs villages et le désarmement des *janjawid*. L'accord de paix d'Abuja n'est finalement signé, le 5 mai 2006, que par une faction minoritaire. L'armée et ses milices reprennent l'offensive contre les bastions rebelles et la population civile, tandis que des conflits meurtriers éclatent entre groupes nomades et que des groupes armés arabes, parfois d'anciens *janjawid*, se joignent à la rébellion, ayant pris conscience de la manipulation dont ils ont été l'objet de la part du gouvernement central, et de leurs intérêts communs avec les rebelles.

De nouvelles négociations de paix entre des groupes rebelles du Darfour et le gouvernement soudanais, engagées le 27 octobre 2006 à Syrte, en Libye, sous les auspices conjoints de l'ONU et de l'Union Africaine, manifestent l'échec d'Abuja. Elles n'auront pas plus de succès, et seront suivies par de nouvelles tentatives, menées à Doha sous les auspices du Qatar et de la France. Mais le Darfour a quitté le devant de la scène médiatique et diplomatique internationale. Le gouvernement de Khartoum parachève impunément le nettoyage du jebel Marra, tandis que la population déplacée reste cantonnée dans les camps surpeuplés, où l'aide humanitaire se raréfie, sans qu'une solution politique ne se dessine.

Le Darfour sacrifié sur l'autel de la paix au Sud

Les Etats-Unis, suivis par le Royaume-Uni, ont donné le feu vert au gouvernement de Khartoum pour écraser la rébellion naissante au Darfour, alors que les négociations avec le SPLM semblaient en passe d'aboutir. La signature de cet accord de paix leur paraissait en effet un gage de solution de tous les problèmes d'intégration nationale, dès lors que le SPLM participerait au pouvoir à Khartoum ; cette analyse reposait cependant sur de fausses prémisses : d'une part il n'était pas envisagé que le gouvernement de Khartoum s'engagerait dans une guerre d'anéantissement (pourtant indispensable à ses yeux pour maintenir son contrôle sur l'ensemble du pays, alors que les négociations de paix imposées par les Occidentaux le fragilisaient), et d'autre part, le SPLM n'était pas disposé à défendre les intérêts des autres mouvements de rébellion contre Khartoum ni à partager les concessions chèrement acquises après vingt ans de guerre avec les mouvements qui apparaissaient au Nord.

Le Comprehensive Peace Agreement auquel allait aboutir en janvier 2005 les négociations entamées au printemps 2002 prévoyait un partage du pouvoir (un gouvernement d'unité nationale, des élections législatives auxquelles participerait le SPLM, désormais représenté au parlement de Khartoum et un partage des richesses, en particulier pétrolières). Le SPLM domine par ailleurs le gouvernement semi-autonome du Sud qui se met en place à Juba. Dotée d'importantes recettes pétrolières, une administration sudiste se met en place, avec l'aide des pays occidentaux ; même si le redéploiement des forces et le désarmement des milices ne s'opèrent pas sans mal, et si la zone frontalière d'Abyei, riche en pétrole, et peuplée à égalité de Dinka ngok et de pasteurs nomades arabisés, les Messeriya, demeure une pomme de discorde entre Nord et Sud, le référendum d'autodétermination du 9 janvier 2011 donne une majorité de 98 % à l'option de l'indépendance. Entretemps, John Garang, l'homme qui incarnait la dernière chance de l'unité, est décédé dans un accident d'hélicoptère au Sud-Soudan, en août 2005, quelques semaines après son retour triomphal à Khartoum.

A Juba se met en place une administration sudiste incompétente, despotique et corrompue, issue des cadres de l'armée de libération. Ceux-ci se partagent le flot des revenus pétroliers, qui font l'objet d'âpres négociations avec Khartoum, mais sont incapables d'entamer le développement des infrastructures et des services attendus par une population épuisée par vingt années de guerre, et dont plusieurs millions reviennent, démunis de tout, des camps de déplacés de Khartoum ou du Kenya. Le SPLM, dont une minorité des cadres, installés au Nord où vient encore deux millions de Sudistes, cultivent encore l'espoir d'un avenir commun, mène tambour battant le

Sud à l'indépendance, qui doit être proclamée le 9 juillet 2011. La guerre a fini par avoir raison du plus grand pays d'Afrique, et du pari de la coexistence pacifique, au sein d'une nation en devenir, de peuples disparates unis par une histoire partagée.